

Parutions récentes

Septembre 2023 à avril 2024

Présentées par Thérèse Barbier et Robin Mailhac
Centre de documentation de l'INSEI

Actualités juridiques

Septembre 2023

Ordonnance n° 2023-859 du 6 septembre 2023 prise en application du 1° du VII de l'article 16 de la loi n° 2023-171 du 9 mars 2023 portant diverses dispositions d'adaptation de l'Union européenne dans les domaines de l'économie, de la santé, du travail, des transports et de l'agriculture. *JO/ Journal officiel lois et décrets, 0207, 7 septembre 2023.*

Cette ordonnance introduit trois nouveautés : En ce qui concerne l'accessibilité des sites, déjà rendue obligatoire depuis la loi de 2005, le non-respect de cette exigence est maintenant passible de sanctions, dont le montant maximal est fixé à 50 000 euros. L'Autorité de régulation de la communication audiovisuelle et numérique (ARCOM) est désormais compétente pour identifier et constater les manquements, en s'appuyant notamment sur des méthodes de collecte automatisée, mais aussi émettre des injonctions préalables aux sanctions. Si un manquement sanctionné persiste plus de six mois après l'imposition de la sanction initiale, une nouvelle sanction peut être imposée (contre un an auparavant).
<https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000048049674>

Décembre 2023

Note de service du 13 décembre 2023 relative à l'autorisation d'utiliser un dictionnaire bilingue pour certaines épreuves des examens scolaires et de certifications pour les élèves allophones nouvellement arrivés en France (EANA) à compter de la session 2024. *BO/ Bulletin officiel de l'Éducation nationale, 3, 18 janvier 2024.*

À compter de la session d'examen 2024, les élèves allophones nouvellement arrivés en France (EANA) sont autorisés à utiliser un dictionnaire bilingue aux épreuves d'enseignement général et technologique de certifications de collège et de lycée. La présente note de service abroge la note de service MENE2203999N du 3 février 2022 et décline les modalités de mise en œuvre de ces dispositions à compter de la session 2024.
<http://www.education.gouv.fr/bo/2024/Hebdo3/MENE2331970N>

Décret n° 2023-1235 du 22 décembre 2023 relatif aux établissements ou services d'aide par le travail implantés dans un établissement pénitentiaire. *JO/ Journal officiel lois et décrets, 0297, 23 décembre 2023.*

Le décret établit les modalités d'implantation des établissements et services d'aide par le travail en détention et précise le contenu de l'accompagnement médico-social proposé par ces structures aux personnes détenues en situation de handicap parallèlement à une activité de travail. Le décret énonce également des dispositions financières et administratives propres à ces structures dans le cadre de leur implantation en milieu pénitentiaire.
<http://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000048658162>

Décret n° 2023- 1253 du 26 décembre 2023 relatif aux modalités de répartition des mineurs privés temporairement ou définitivement de la protection de leur famille. *JO/ Journal officiel lois et décrets*, 0299, 27 décembre 2023.

Le décret, pris en application de l'article L. 221-2-2 du Code de l'action sociale et des familles, modifie les critères permettant le calcul de la clé de répartition des orientations des mineurs non accompagnés confiés par décision de justice aux départements pour inclure, d'une part, les jeunes majeurs de moins de 21 ans privés temporairement ou définitivement de la protection de leur famille et pris en charge par l'aide sociale à l'enfance et d'autre part, un critère socio-économique.

<http://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000048668853>

Décret n° 2023- 1379 du 28 décembre 2023 relatif aux conditions d'exercice des mandataires judiciaires à la protection des majeurs. *JO/ Journal officiel lois et décrets*, 0303, 30 décembre 2023.

Ce texte modifie les conditions requises pour l'exercice en tant que mandataire judiciaire à la protection des majeurs. Il remplace la formation complémentaire aujourd'hui exigée pour l'exercice de mandataire judiciaire à la protection des majeurs par le diplôme national de licence professionnelle mention « activité juridiques : Mandataire judiciaire à la protection des majeurs ». Il abaisse la condition d'âge pour l'exercice de l'activité de délégué mandataire judiciaire à la protection des majeurs à 18 ans.

<http://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000048730848>

Février 2024

Décret n° 2024-78 du 2 février 2024 relatif au renouvellement avant terme du congé de présence parentale et de l'allocation journalière de présence parentale. *JO/ Journal officiel lois et décrets*, 0029, 4 février 2024.

Le décret tire les conséquences réglementaires de la suppression de l'accord explicite du service de contrôle médical en cas de renouvellement exceptionnel du congé de présence parentale et de l'allocation journalière de présence parentale au regard du traitement de la pathologie ou du besoin d'accompagnement de l'enfant. Les mêmes modifications sont introduites pour les agents titulaires et non titulaires des trois fonctions publiques.

<https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000049085176>

Décret n° 2024-99 du 10 février 2024 relatif aux entreprises adaptées et aux entreprises adaptées de travail temporaire. *JO/ Journal officiel lois et décrets*, 0035, 11 février 2024.

Le texte pérennise deux dispositifs expérimentaux renforçant l'accès à l'emploi de travailleurs reconnus handicapés organisés : la possibilité pour les entreprises adaptées de conclure des contrats à durée déterminée dit « tremplin » et la création d'entreprises adaptées destinées à mettre en œuvre l'activité exclusive de travail temporaire, en contrepartie d'un engagement à mettre en place des accompagnements renforcés destinés à favoriser la réalisation des projets professionnels des salariés qu'elles emploient en vue de leur mobilité professionnelle. Le texte précise les garanties minimales relatives à l'accompagnement spécifique et renforcé attendues, ainsi que les conditions dans lesquelles les entreprises adaptées ainsi que les entreprises adaptées de travail temporaire rendent compte de leurs activités. Enfin, il prolonge l'expérimentation de l'élargissement des formes d'insertion par l'activité économique du travail indépendant.

<http://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000049122048>

Lire, voir, entendre

Décret n° 2024-100 du 10 février 2024 relatif aux aides applicables aux entreprises adaptées et aux entreprises adaptées de travail temporaire et portant diverses dispositions relatives aux entreprises adaptées. *JO/ Journal officiel lois et décrets*, 0035, 11 février 2024.

Le texte adapte les règles relatives aux aides applicables aux entreprises adaptées et aux entreprises adaptées de travail temporaire. Il met en cohérence plusieurs dispositions du Code du travail relatives aux entreprises adaptées avec les évolutions législatives et réglementaires qui sont intervenues récemment.

<http://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000049122072>

Arrêté du 12 février 2024 portant organisation du collège des enfants, des adolescents et des jeunes majeurs du Conseil national de la protection de l'enfance. *JO/ Journal officiel lois et décrets*, 0050, 29 février 2024.

Le présent arrêté fixe les modalités d'organisation du collège des enfants, des adolescents et des jeunes majeurs du Conseil national de la protection de l'enfance. Il est composé de douze mineurs ou jeunes majeurs faisant l'objet d'une mesure de protection de l'enfance ou sortant des dispositifs de protection de l'enfance depuis moins de six mois. Le collège des enfants, des adolescents et des jeunes majeurs contribue aux travaux du Conseil national de la protection de l'enfance en émettant des avis et des propositions sur les questions relatives à la prévention et à la protection de l'enfance.

<http://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000049210019>

Décret n° 2024-111 du 14 février 2024 modifiant le décret n° 2023-993 du 27 octobre 2023 relatif à l'instauration du fonds territorial d'accessibilité à destination des micro, petites et moyennes entreprises classées établissements recevant du public de 5^e catégorie. *JO/ Journal officiel lois et décrets*, 0039, 16 février 2024.

Le décret étend les critères d'éligibilité du fonds territorial d'accessibilité aux associations ainsi qu'aux établissements relevant du type U (établissements de soins) de la nomenclature incendie.

<https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000049150891>

Décret n° 2024-117 du 16 février 2024 relatif aux modalités de mise en œuvre du mentorat pour les enfants pris en charge par l'aide sociale à l'enfance. *JO/ Journal officiel lois et décrets*, 0041, 18 février 2024.

Le texte précise les modalités de mise en œuvre du mentorat au profit des mineurs et des majeurs de moins de vingt et un ans pris en charge par l'aide sociale à l'enfance. Il prévoit qu'une évaluation préalable à toute décision de mentorat est réalisée pour s'assurer de l'adéquation du mentorat aux besoins et à l'intérêt du mineur ou majeur pris en charge. Il prévoit l'information du titulaire de l'autorité parentale et du mineur, ainsi que l'avis et l'adhésion du mineur et l'accord du majeur de moins de vingt et un ans pris en charge. Il précise les missions et les rôles respectifs du conseil départemental et de l'association chargée de la mise en œuvre de l'action de mentorat.

<http://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000049156345>

Décret n° 2024-118 du 16 février 2024 relatif aux modalités de mise en œuvre du parrainage pour les enfants pris en charge par l'aide sociale à l'enfance. *JO/ Journal officiel lois et décrets*, 0041, 18 février 2024.

Le texte précise les modalités de mise en œuvre du parrainage au profit des mineurs et des majeurs de moins de vingt et un ans pris en charge par l'aide sociale à l'enfance en application de l'article L. 222-5 du Code de l'action sociale et des familles. Il prévoit qu'une

évaluation préalable à toute proposition de parrainage est réalisée afin de s'assurer de l'adéquation du parrainage aux besoins et à l'intérêt du mineur ou du majeur de moins de vingt et un ans. Il prévoit le recueil de l'accord du titulaire de l'autorité parentale, du mineur ou du majeur de moins de vingt et un ans. Il précise également les missions et les rôles respectifs du conseil départemental et de l'association chargée de la mise en œuvre du parrainage, notamment les modalités d'habilitation de celle-ci et de contrôle des parrains. <http://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000049156365>

Note d'information n° DGS/SP2/2024/27 du 16 février 2024 relative à l'organisation d'une offre en santé sexuelle permettant l'accès à une prise en charge gynécologique et à une information/sensibilisation à la vie affective et sexuelle, adaptées aux personnes en situation de handicap accueillies en FAM (Foyer d'accueil médicalisé) et en MAS (Maison d'accueil spécialisée). *BO / Bulletin officiel Santé-Protection sociale-Solidarité*, 4, 29 février 2024, p. 104-110.

Cette note d'information vise à soutenir les ARS dans la conception d'actions « Handigynéco » en régions, pour lesquelles des crédits reconductibles ont été délégués dans le Fonds d'intervention régional (FIR) en 2023, permettant la prise en charge gynécologique et de la vie affective et sexuelle des adultes en situation de handicap accueillis en FAM et MAS. Elle vise également à les accompagner dans la mise en œuvre de ce projet : modalités, allocation des crédits, suivi et évaluation.

<https://sante.gouv.fr/fichiers/bo/2024/2024.4.sante.pdf>

Instruction interministérielle n° DGCS/SD3A/SD3B/DS1A/2024/20 du 29 février 2024 relative aux missions des référents en Agences régionales de santé (ARS) et en Délégations régionales académiques à la jeunesse, à l'engagement et au sport (DRAJES) pour le développement de l'activité physique et sportive des personnes âgées et en situation de handicap en établissements sociaux et médico-sociaux (ESMS). *BO / Bulletin officiel Santé-Protection sociale-Solidarité*, 5, 15 mars 2024, p. 39-43.

L'instruction vise à définir les missions des référents en Agences régionales de santé (ARS) et en Délégations régionales académiques à la jeunesse, à l'engagement et au sport (DRAJES) pour le développement de l'activité physique et sportive des personnes âgées et en situation de handicap en établissements sociaux et médico-sociaux (ESMS) ainsi que les modalités de déploiement des 30 minutes d'activité physique quotidienne en ESMS pour enfants.

<https://sante.gouv.fr/fichiers/bo/2024/2024.5.sante.pdf>

Note d'information interministérielle n° DGCS/SD3A/SD3B/DS1A/2024/21 du 29 février 2024 relative au déploiement de l'activité physique et sportive dans les Établissements et services sociaux et médico-sociaux (ESSMS) du champ de l'autonomie. *BO / Bulletin officiel Santé-Protection sociale-Solidarité*, 5, 15 mars 2024, p. 44-68.

La note d'information vise à accompagner les ESSMS du champ de l'autonomie dans le déploiement de la pratique d'activité physique et sportive, en précisant notamment les acteurs et les ressources disponibles pour l'activité physique et sportive en établissement social et médico-social.

<https://sante.gouv.fr/fichiers/bo/2024/2024.5.sante.pdf>

Mars 2024

Arrêté du 15 mars 2024 modifiant l'arrêté du 21 octobre 2015 relatif aux classes des sections d'enseignement général et professionnel adapté. *JO/ Journal officiel lois et décrets, 0065, 17 mars 2024.*

Le présent arrêté entre en vigueur à compter de la rentrée scolaire 2024 pour les classes de sixième et de cinquième et à compter de la rentrée scolaire 2025 pour les classes de quatrième et de troisième. En annexe les volumes horaires des enseignements applicables aux élèves des sections d'enseignement général et professionnel adapté.

<https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000049286502>

Décret n° 2024-228 du 16 mars 2024 relatif à l'accompagnement pédagogique des élèves et au redoublement. *JO/ Journal officiel lois et décrets, 0065, 17 mars 2024.*

Ce décret définit les modalités de prise en charge des élèves identifiés comme étant en difficulté, celles de leur participation aux dispositifs d'accompagnement ainsi que les modalités relatives au redoublement. Il précise que les actions d'accompagnement des élèves en difficulté peuvent être conduites au sein de la classe, sur périodes scolaires et le cas échéant hors temps scolaire. Ainsi, sur la base du volontariat, le PPRE peut également inclure la participation à des stages de réussite organisés lors des vacances scolaires dans la limite de trois semaines par an. À l'école primaire la participation de l'élève au dispositif d'aide mis en place par l'équipe pédagogique est rendue obligatoire. Lorsque ces dispositifs n'ont pas permis de pallier les difficultés importantes d'apprentissage rencontrées par l'élève, un redoublement peut être décidé par le conseil des maîtres présidé par le directeur ou le chef d'établissement, après que le conseil de classe se soit prononcé. Le décret encadre par ailleurs le redoublement dans le premier et le second degré. Il définit également les modalités du dialogue avec les représentants légaux ou l'élève majeur et les dispositions en cas de recours.

<https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000049286365>

Avril 2024

Arrêté du 15 avril 2024 relatif au diplôme d'État du Certificat d'aptitude au professorat de l'enseignement adapté aux jeunes déficients visuels. *JO/ Journal officiel lois et décrets, 0089, 16 avril 2024.*

Le diplôme d'État du Certificat d'aptitude au professorat de l'enseignement adapté aux jeunes déficients visuels atteste des compétences professionnelles pour exercer les fonctions et les activités telles que définies à l'annexe I « Référentiel professionnel » du présent arrêté. Il est classé au niveau 7 du cadre national des certifications professionnelles. Le ministre chargé des Personnes Handicapées confie par convention à un ou plusieurs établissements d'enseignement supérieur, notamment établissement public à caractère scientifique, culturel et professionnel, l'organisation de la formation et des épreuves du diplôme d'État du Certificat d'aptitude au professorat de l'enseignement adapté aux jeunes déficients visuels, exception faite des épreuves de pratiques professionnelles.

<https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFSCA000049418739>

Arrêté du 18 avril 2024 relatif aux conditions d'attribution et de retrait du label « Tourisme & Handicap ». *JO/ Journal officiel lois et décrets, 0093, 20 avril 2024.*

Il est créé un label d'État « Tourisme & Handicap », en lieu et place du dispositif du même nom, créé en 2003 comme « marque nationale du tourisme », dont l'objet est de garantir la qualité de l'accessibilité de l'offre touristique proposée aux personnes

en situation de handicap. Les critères de labellisation, définis pour les quatre types de handicaps (auditif, mental, moteur, visuel), portent notamment sur : le niveau d'accessibilité des infrastructures et prestations touristiques ; l'accueil et l'information de la clientèle ; les questions de sécurité des infrastructures et prestations touristiques. Atout France assure la gestion opérationnelle et la promotion du dispositif de labellisation « Tourisme & Handicap ».

<https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000049446167>

Nous avons reçu

Amoureux, P. (2024). *L'inclusion active : de l'appartenance à l'émancipation : une présence heureuse aux mondes*. Chronique sociale.

L'inclusion active constitue un nouveau positionnement social et peut aussi aider la personne à développer une participation active dans la réalisation de son parcours. Cet ouvrage s'attarde sur les notions d'inclusion, d'insertion, d'intégration par des liens théoriques et des expériences du quotidien, et présente également les volontés d'accompagnement et d'émancipation portées par les acteurs de terrain.

Audras, I. (dir.). (2022). *Patrimoines culturels des élèves : démarches éducatives dans/pour des sociétés plurielles*. Presses Universitaires de Rennes.

Cet ouvrage renouvelle les recherches sur l'éducation au plurilinguisme et les démarches adaptées à l'accueil des publics scolaires allophones. Il s'intéresse aux contextes géographiques, territoriaux, politiques, sociaux, éducatifs, historiques, aux dispositifs d'accueil et scolarisation des élèves allophones en Europe et à ses politiques éducatives et linguistiques. Il interroge également les pratiques d'enseignement-apprentissage et de formation contextualisées dans des territoires européens et ultramarins, prenant en compte les ressources langagières, culturelles, patrimoniales, familiales, sensorielles des élèves et leurs familles.

Battut, É., et Chabrolle, G. (2023). *Fluence + Fluidité : CM-6^e*. Retz.

Cet ouvrage est destiné à faire travailler la fluence et la fluidité pour des élèves des classes CM-6^e. Un guide pédagogique fournit les intentions didactiques de la méthode, des conseils pour les évaluations et des protocoles de mise en œuvre en classe dans une approche différenciée. Il est composé de 35 modules et 5 évaluations sur des textes de littérature jeunesse de genres différents (40 extraits en majorité tirés de la liste de l'Éducation nationale).

Breton, A. (2023). *Salariés aidants : quand l'entreprise s'en mêle : une enquête d'ingénierie sociale*. L'Harmattan.

Le recours aux proches aidants reste actuellement la solution la moins coûteuse pour les personnes en situation de handicap. Près de 50 % des aidants maintiennent leur activité professionnelle. Cela peut ainsi avoir des impacts sur la gestion organisationnelle et financière de l'entreprise (risques d'absentéisme, de présentéisme, de désengagement professionnel, etc.), cette dernière doit désormais pouvoir intégrer dans son fonctionnement l'accompagnement des salariés aidants.

Cappe, G., et Delforge, P. (2023). *Enseigner autrement les grandeurs et les mesures : cycle 3* (Nouvelle édition). Retz.

Les élèves manipulent des mesures et des unités de façon régulière à l'école comme dans la vie quotidienne, mais cela ne fait pas toujours sens pour eux. Alors qu'ils sont

Lire, voir, entendre

capables d'effectuer des conversions et des calculs, ils ont beaucoup plus de difficultés à donner un ordre de grandeur par exemple. Cet ouvrage, organisé en 7 chapitres, vise à leur permettre d'acquérir les concepts en résolvant des problèmes posés à partir de situations concrètes et propose de développer la compréhension de ces notions par la manipulation.

Casalis, S. (dir.). (2023). *Les dyslexies du développement* (2^e édition). Elsevier Masson. La dyslexie est un trouble spécifique des apprentissages qui touche environ 5 % des enfants d'une classe d'âge. Ce trouble est caractérisé par la difficulté à lire de manière fluide et aisée. Cet ouvrage confronte plusieurs points de vue et présente les derniers travaux menés sur les dyslexies : des causes à la prise en charge.

Commission nationale consultative des droits de l'homme. (2023). *Les politiques publiques du handicap : faire face à la persistance des stéréotypes, préjugés et discriminations : année 2023*. La Documentation française.

Mandatée par le Premier ministre en décembre 2020, la CNCDH remplit avec ce rapport une triple mission de veille, d'évaluation et de proposition dans la continuité d'un engagement de longue date visant à promouvoir le respect des droits des personnes en situation de handicap. Il présente les résultats d'une enquête sociologique sur les préjugés et stéréotypes à l'égard du handicap en France, dresse un état des lieux des politiques du handicap et confronte les mesures de lutte mises en œuvre pour prévenir et combattre la permanence de stéréotypes et de préjugés à l'égard des personnes en situation de handicap. La CNCDH formule également des recommandations à l'attention des pouvoirs publics ainsi qu'à l'ensemble des acteurs non étatiques.

De Coster, P. (2024). *Le TDA/H chez la femme : bien vivre avec le trouble du déficit de l'attention avec ou sans hyperactivité*. Mardaga.

Cet ouvrage traite de la question spécifique du TDA/H chez la femme. Il aborde le diagnostic, les difficultés auxquelles les femmes touchées par un TDA/H sont confrontées, les incidences sur les relations sociales, les prises en charge thérapeutiques, et apporte également des solutions et outils pour mieux vivre avec ce trouble.

Dehaene, S. (dir.). (2024). *Science et école : ensemble pour mieux apprendre*. Odile Jacob.

Ce troisième volume des travaux du Conseil scientifique de l'Éducation nationale vise à permettre aux enfants de mieux apprendre pour mieux réussir en s'appuyant sur les résultats de la recherche. Il aborde : la facilitation de l'acquisition du vocabulaire à l'école maternelle, l'ouverture aux mathématiques à l'école maternelle et CP, l'apprentissage de la lecture du décodage à la compréhension, l'intuition et sens mathématique de la multiplication aux fractions. Il évoque également l'enseignement explicite et le rôle du sommeil pour améliorer l'apprentissage.

Dendani, M., et Soldini, F. (dir.). (2022). *Lectures et écritures numériques : nouvelles formes, nouvelles pratiques ?* Presses Universitaires de Rennes.

Alors que les pratiques numériques sont supposées être démocratisées, l'origine sociale demeure la variable fondamentale pour leur maîtrise. Cette maîtrise du numérique et les compétences en littératie varient et reproduisent les inégalités sociales, éducatives et culturelles, voire les amplifient. Cependant d'autres variables apparaissent déterminantes pour une réelle démocratisation du numérique. Cet ouvrage présente des travaux de sociologues de l'éducation, de la lecture et de la culture, qui analysent différentes formes de littératie numérique.

Évain, D. (dir.). (2022). *Pour que les élèves apprennent : des connaissances aux compétences pour enseigner*. Éditions EP&S.

Cet ouvrage présente des propositions concrètes pour permettre à l'élève d'être acteur de ses apprentissages. Décliné en dix chapitres, ce livre se base sur des situations de classe, des enjeux éducatifs et des apports de la recherche.

Fally, S. (2023). *Mon élève avec un TDAH*. Ellipses.

Cet ouvrage vise à proposer des techniques variées et applicables en classe pour accompagner les élèves souffrant de TDAH afin de faciliter les relations avec ces derniers (maintien de l'attention, maîtrise du temps, amélioration des consignes, évaluation, relations avec les pairs...). Il contient également des éléments théoriques sur le TDAH et sur les aides institutionnelles possibles.

Ferez, S., Silvestri, L., et Issanchou, D. (2023). *L'ombre du handicap : parcours scolaires et professionnalisation avec la mucoviscidose*. Presses universitaires de Grenoble.

Grâce aux progrès de la médecine, les jeunes atteints de la mucoviscidose peuvent désormais se projeter dans les études et dans l'emploi. Par des récits de jeunes âgés de 16 à 25 ans, les auteurs étudient la complexité de leurs vécus sociaux, s'attardent sur les incidences que peut avoir la maladie sur leurs trajectoires scolaires et professionnelles et sur les stratégies adoptées pour gérer la maladie. L'ouvrage questionne aussi le devenir social des personnes souffrant d'une maladie chronique.

Fertier, A., et Govindjee, M. (2022). *Culture et handicap 50 ans d'histoire : l'historique d'un demi-siècle d'évolutions dans les concepts, les politiques et les pratiques*. L'Harmattan ; Cemaforre.

Cet ouvrage retrace les différentes formes de prise en compte des personnes en situation de handicap vis-à-vis du droit de participer librement à la vie culturelle. Les auteurs ont identifié et analysé des événements clés qui ont jalonné un demi-siècle d'histoire en France (1970-2020). Ils présentent les principales étapes qu'ils ont pu observer dans l'évolution des concepts, des politiques et des pratiques.

Gagné, P. P., Leblanc, N., et Rousseau, A. (2024). *Moi... je fais de l'oupsologie ! : comprendre la pédagogie de l'erreur et intervenir efficacement*. Chenelière éducation.

Cet ouvrage fournit des outils cognitivo-éducatifs pour enrichir les compétences exécutives des élèves afin qu'ils puissent gérer leurs erreurs et les transformer en leviers d'apprentissage. La première partie du livre est consacrée à la pédagogie de l'erreur. La deuxième partie offre des stratégies et des outils à privilégier en amont de l'erreur.

Galiano, A. R. (2023). *Langage et interactions verbales chez l'enfant déficient visuel*. Presses universitaires de Louvain.

Cet ouvrage cherche à fournir des éléments de réponses à des questions théoriques sur la relation entre (absence de) vision et cognition. Il présente une synthèse et une analyse critiques des études scientifiques permettant de comprendre si les différences développementales observées chez un certain nombre d'enfants aveugles peuvent uniquement être imputables au statut visuel, et explique la variabilité interindividuelle observée au sein de cette population. Il permet également d'identifier de multiples facteurs qui concourent à l'émergence et à l'évolution des particularités développementales.

Lire, voir, entendre

Gauthier, C., et Bissonnette, S. (2024). *Enseignement explicite et données probantes : 40 stratégies pédagogiques efficaces pour la classe et l'école*. Chenelière éducation.

Cet ouvrage fait la synthèse des travaux menés par les auteurs, depuis plus de 30 ans, sur l'efficacité de l'enseignement et des écoles. Il propose 40 stratégies, issues de recherches éprouvées et en insistant sur leur application concrète, à utiliser en classe ou à l'école, du préscolaire jusqu'à la fin du secondaire.

Goasmat, G. (2023). *Langue des signes et malaise du sujet*. Presses universitaires de Rennes.

Alors que les sourds sont aujourd'hui considérés comme une minorité sociale parmi les autres posant la question de leur inclusion dans le champ du handicap, la représentation culturelle et identitaire des sourds ne rend pas compte de la diversité des surdités, des sourds, de leurs trajectoires de vie réelles et singulières. Cette représentation fait ainsi obstacle à la compréhension des enjeux éducatifs, linguistiques et psychiques propres aux surdités congénitales sévères et profondes chez l'enfant.

Gras, D., et Ploix Maes, E. (2024). *100 idées pour mieux comprendre et accompagner les enfants dyspraxiques : qu'est-ce que le Trouble du Développement de la Coordination ? Du repérage aux aides concrètes dans la vie quotidienne*. Tom Pousse.

La dyspraxie ou Trouble du développement de la coordination (TDC) touche entre 5 et 7 % des enfants et peut prendre différentes formes. Cet ouvrage apporte des éléments de définition sur ce trouble, présente le parcours diagnostique et les troubles souvent associés, et propose des astuces pour aider les enfants atteints de TDC.

Grégoire, J. (2023). *Évaluer l'intelligence : WPPSI-IV, WAIS, WISC-V, NEMI-3, WNV, RAVEN'S 2, KABC-II et SON-R*. De Boeck Supérieur.

Cet ouvrage vise à aider les psychologues, en fonction de leurs besoins cliniques, à choisir les meilleurs tests d'intelligence. Par l'analyse des principaux tests d'intelligence disponibles en langue française, il cherche à apporter une meilleure compréhension à propos des propriétés de ces derniers et de leur utilisation en contexte clinique.

Hardy, É., et Douville, J. (2023). *Une approche inclusive pour enseigner la danse*. Presses de l'Université Laval.

Cet ouvrage est composé de nombreuses fiches, incluant des témoignages de l'équipe éducative, de personnes participantes et de leur famille, qui présentent différents types d'informations, théoriques, pédagogiques et pratiques pour se familiariser avec les composantes de la danse en contexte inclusif.

Henry, F. (2023). *Accompagner l'enfant dans ses apprentissages scolaires : TDAH, Dys, HPI, TSA et tous les autres !* Dunod.

L'heure des devoirs est souvent un moment délicat pouvant générer du stress et de l'anxiété. Cet ouvrage, basé sur le fonctionnement cognitif du cerveau, propose un accompagnement des apprentissages de l'enfant dans leur globalité (fonctions cognitives, environnement, hygiène de vie, etc.) afin de rendre le temps d'apprentissage plus efficace. Il présente également les particularités cognitives des enfants atypiques (Dys, TDAH, TSA, HPI).

Kohout-Díaz, M., et Deyrich, M.-C. (dir.). (2023). *Éthiques inclusives en éducation : recherches, contextes et pratiques*. Champ social.

Cet ouvrage aborde les notions d'éthique, de diversité et d'inclusion à l'école et à l'extérieur de celle-ci. Il étudie l'éthique inclusive à l'école à travers les concepts et politiques publiques, les acteurs de la communauté éducative, et les enseignants et élèves dans la classe et dans l'école inclusive.

Kotsou, I., Godeau-Pernet, A., Farnier, J., Shankland, R., Mikolajczak, M., et Leys, C. (2023). *Améliorer ses compétences émotionnelles en 8 modules : les identifier, les comprendre, les réguler, les exprimer, les utiliser*. Dunod.

Les compétences émotionnelles jouent un rôle significatif dans les différents domaines de notre vie. Positivement reliées au bien-être et à la satisfaction de vie, de faibles compétences émotionnelles peuvent notamment générer des niveaux plus élevés d'anxiété, de stress ou de dépression. Cet ouvrage présente un programme, en 8 modules, conçu par des chercheurs pour développer les compétences émotionnelles.

Lemoine-Bresson, V., et Trémion, V. (2022). *Les cultures à l'école*. Retz.

Cet ouvrage vise à constituer un outil de réflexion et de formation à destination des enseignants confrontés à la question des cultures à l'école. Il cherche à interroger la prise en charge de celles-ci dans l'éducation et la formation à travers 8 chapitres (mythes).

Moret, A. (2024). *Le syndrome dys-exécutif : un syndrome mal connu*. Tom Pousse. Cet ouvrage s'intéresse au syndrome dys-exécutif. Il développe des pistes historiques relatives à ce dernier, vise à le présenter et en donner les caractéristiques, apporte des précisions sur les similitudes et différences entre TDA/H et ce syndrome, et cherche à comprendre son absence dans les classifications internationales (DSM-V, CIM).

Nader-Grosbois, N. (dir.). (2023). *L'empathie en développement : modèles, évaluation et intervention*. De Boeck Supérieur.

L'empathie est considérée comme une compétence essentielle du développement et de santé mentale d'enfants et d'adolescents à développement typique et atypique, ainsi que de jeunes adultes. Cet ouvrage décrit les principaux modèles théoriques conçus en psychologie du développement et en neuropsychologie clinique, expose les postulats avancés pour expliquer les spécificités de l'empathie et les principaux constats à propos des personnes à développement atypique ou ayant une psychopathologie, et propose, pour chaque période de la vie, des exemples de méthodes d'observation et d'évaluation de celle-ci ou de ses différentes dimensions.

Pouy-Bidard, B. (2023). *Transidentités en éducation physique et sportive (EPS)*. L'Harmattan.

Cet ouvrage propose d'analyser des expériences de jeunes « trans » en éducation physique et sportive à travers notamment des témoignages sur les vestiaires, les corps, les groupements, les barèmes, les APSA ou encore les attentes de l'enseignant. Il apporte également un éclairage sur l'intérêt à penser les « Transidentités en Éducation physique et sportive (EPS) » ou sur la place du genre et de l'identité de genre dans l'École (néo) Républicaine et en EPS.

Racana, D. (2022). *Inégalités filles-garçons à l'école maternelle : discours, représentations et interactions en classe des professeur·es des écoles*. L'Harmattan.

Cet ouvrage aborde l'égalité filles-garçons à l'école maternelle en s'intéressant aux liens entre les interactions en classe et les positionnements des professeurs face à la question de ces inégalités ou au contexte global de l'école. Il initie également un questionnaire sur l'impact de la trajectoire biographique des professeurs en lien avec la thématique de l'égalité entre les sexes.

Lire, voir, entendre

Thomas, N. (dir.). (2023). *Accompagner et soutenir le développement langagier de l'enfant*. De Boeck Supérieur.

Cet ouvrage présente des recommandations de soutien et d'accompagnement au développement du langage auprès de l'enfant. Il couvre un large panel de connaissances et d'expériences et s'attache au partenariat entre orthophonistes et parents et aux interactions adulte-enfant. La première partie du livre est consacrée aux apports théoriques liés à certains questionnements actuels, tandis que la seconde partie est orientée vers le partage d'expériences cliniques.